



A l'aube de 2025, La France emprisonne pour des idées politiques !

Solidarité internationale pour les prisonniers politiques des dernières colonies françaises.

En 1981, la Cour de Sûreté de l'État était supprimée après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française. Cette juridiction d'exception instituée en 1963 par le Général de Gaulle permettait de juger les personnes accusées de porter atteinte à la sûreté de l'Etat en visant l'aspect politique de leurs actions.

Malgré cette suppression, les gouvernements français continuent à faire la chasse aux opposants politiques en utilisant la Justice comme bras armé. La présidence d'Emmanuel Macron se distingue, en effet, par une vague de répression envers les organisations anticolonialistes avec l'adoption de la Loi concernant le délit de séparatisme ainsi que l'utilisation massive du délit d'association de malfaiteurs depuis les mobilisations des gilets jaunes.

Les mobilisations sociales et les revendications dans les colonies se soldent quasi systématiquement par l'arrestation et l'emprisonnement préventif de militants qui endurent ensuite une longueur d'instruction remarquable. Traités comme des « ennemis de l'intérieur », ils subissent un régime carcéral strict en tant que Détenu Particulièrement Surveillé (DPS) : isolement, fouilles systématiques et déportation loin de leurs foyers pour certains. Un régime visant à briser les revendications et à réprimer toute contestation politique.

Ainsi, à l'aube de 2025, **Rodrigue PETITOT, Hervé PINTO, Christian TEIN, Brenda WANANO IPEZE, Guillaume VAMA, Steeve UNË, Yawe WAETHEANE, Dimitri QENEGEI, Frédérique MULIAVA et plus de 90 autres Kanaks**, parce qu'ils dénoncent le système colonial qui prévaut dans nos pays, qui nous maintient dans le mal-développement et qui nous conduira inexorablement à notre disparition, sont détenus dans les geôles françaises, maintenus sous des régimes de privations de leurs droits civiques sans aucun jugement ou poursuivis.

Les organisations anticolonialistes signataires appellent à la fin de ce régime d'exception qui ignore les principes des Droits de l'Homme pour anéantir les luttes légitimes d'émancipation. Elles exigent la libération des prisonniers politiques et la fin des poursuites et tracasseries

judiciaires et policières qui frappent tous les militants emprisonnés, en marronnage ou en résistance.

On peut faire mentir l'histoire, mais pas la géographie. Seule la violence coloniale fait de nos pays des terres françaises.

Tant qu'il y aura des femmes et des hommes épris de dignité, la lutte continuera !

Le 31 décembre 2024,



Corse : Associu Sulidarità



Guadeloupe : ANG, CIPN, CIPPA, FKNG, KSG, MIR-Guadeloupe, UPLG



Guyane : MDES



Kanaky-Nouvelle Calédonie : FLNKS



Martinique : MIR-Martinique, MODEMAS, PALIMA